

---

**DES ELECTIONS HISTORIQUES SUR LA COTE ATLANTIQUE**

Pour la première fois, la population de la Côte atlantique va élire les membres d'un Gouvernement autonome.

**UN PLAN POUR AUGMENTER LA PRODUCTION DU CAFE**

Pour capter davantage de devises, le Gouvernement envisage d'améliorer et d'augmenter la production de café.

**LA LUTTE CONTRE L'INFLATION A PORTE SES FRUITS**

10 mois après la mise en marche du plan d'ajustement, le Gouvernement du Nicaragua a réussi à contenir l'inflation. La relance économique sera-t-elle bientôt une réalité?

**"SOS TORTUES"**

Les oeufs des tortues "Paslama" sont très appréciés pour leur valeur nutritive et...aphrodisiaque. La chasse clandestine des tortues en période de ponte met cette espèce marine en péril.

**PANAMA: DERRIERE "L'EPOUVANTAIL NORIEGA", UN ENJEU POLITIQUE ET ECONOMIQUE.**

Mardi 3 octobre, un coup d'Etat directement fomenté par les Etats-Unis échouait au Panama. Quels sont les véritables objectifs des Etats-Unis derrière les prétextes?

**GUATEMALA: LE COMLOT TERRORISTE**

A qui pourrait profiter la stratégie de tension à base de terrorisme qui sévit au Guatemala depuis quelques semaines?

**DES MERCENAIRES EN COLOMBIE**

Venus des Etats-Unis, d'Israel, d'Allemagne et d'Angleterre, que font-ils là, sous couvert de lutte contre le trafic de drogue?

**VISITE DU MINISTRE SOVIETIQUE DES AFFAIRES EXTERIEURES A MANAGUA**

**FLASH-ELECTIONS**

---

40 P 11481

## Elections

### DES ELECTIONS HISTORIQUES SUR LA COTE ATLANTIQUE

par Isabel Rodriguez

Managua, 30 septembre (ANN). Pour la première fois de leur histoire, plus de 60 000 électeurs indigènes vont élire un Gouvernement autonome au cours des élections générales de 1990. Ces élections sont un pas décisif pour la Côte atlantique.

En effet, les élections sur la Côte atlantique seront un processus complexe et historique pour les représentants des six ethnies de ce vaste territoire riche en ressources naturelles.

La population multi-ethnique constituée d'Indiens Miskitos, Sumos, de Métis et de Créoles, votera pour le candidat de son choix à la première magistrature de la République ainsi que pour les 45 membres du Gouvernement autonome.

Les électeurs indigènes, tout comme les Créoles et les Métis de la Côte atlantique, pourront voter comme tous les Nicaraguayens pour les candidats de leur choix à la présidence et à la vice-présidence de la République.

Conformément à la loi d'autonomie approuvée en 1987, les électeurs de la Côte atlantique qui ne veulent pas voter pour les candidats présentés pour constituer le Gouvernement autonome, peuvent proposer leur candidat par pétition populaire sans qu'il appartienne à un parti politique.

En août dernier, à Puerto Cabezas (région autonome nord), s'est créé un groupe appelé *candidats pour l'unification de la Côte (CUC)*, constitué de divers secteurs sociaux.

Ce groupe dirigé par Armandos Rojas, se présente comme une solution de réchange au FSLN. Il regroupe quelques anciens rebelles qui ont déposé les armes dont Uriel Vanegas qui s'est rendu avec 400 de ses hommes en 1987. Il prétend obtenir la majorité au sein du conseil du Gouvernement autonome. A.Rojas considère que le CUC, qui rassemble des Miskitos, des Créoles, des Métis et des Sumos, sera le "rassembleur" aux prochaines élections dans cette région où une grande majorité ne se reconnaît dans aucun parti politique.

Le candidat du FSLN au Gouvernement autonome, César Paiz, estime que les élections du conseil autonome ne peuvent être envisagées de façon partisane, mais qu'il faut prendre en compte le caractère unitaire de la loi d'autonomie.

Les candidats au conseil régional et à l'Assemblée nationale doivent connaître parfaitement la réalité de la Côte atlantique.

Selon les dirigeants locaux, ils doivent répondre à certains critères: Ils doivent être originaires de la Côte atlantique, honnêtes, représentatifs de la population et décidés à travailler pour la communauté.

Le Front sandiniste a officialisé la liste de ses candidats le 24 septembre. Il présente Mirna Cunningham, Dorothea et Minerva Wilson, Henry Hermann et Cesar Paiz. M. Cunningham a démissionné récemment de son poste à la présidence pour la Côte atlantique, pour être candidat. D. Wilson a été député à l'Assemblée nationale. Minerva a assumé les fonctions de responsable communale dans le secteur du Rio Coco. C. Paiz est permanent du comité régional du Front sandiniste.

Selon la loi, les candidats à la députation, deux pour cette région, feront partie automatiquement du conseil régional autonome où toutes les ethnies sont représentées. Ainsi, comme l'explique C.Paiz, les députés seront les défenseurs des positions du Gouvernement autonome devant l'Assemblée nationale.

Sur la Côte atlantique nord, les groupes qui vont participer aux élections par pétition populaire auront droit à un financement au même titre que le FSLN, conformément à la loi.

Comme le précise Jose Francisco Mendieta, secrétaire politique du comité régional du FSLN à Puerto Cabezas, la participation du CUC aux élections montre qu'il existe encore des contradictions qui s'expriment sur le terrain politique. "Dans cette région la paix a vaincu la guerre", déclare F. Mendieta, "mais le conflit armé lancé par les Etats-Unis en 1981, avec ses particularités ethniques, se manifeste encore au plan politique. Malgré cela les gens sont enthousiastes et la préoccupation de la population est moins l'appartenance politique du candidat que sa capacité de défendre une autonomie authentique", précise F. Mendieta, ajoutant qu'en consultant la population, on se rend compte de sa volonté d'élire les meilleurs candidats au Gouvernement autonome. C'est pour cela que les dirigeants du CUC proposent "un développement ethnique et l'utilisation des ressources naturelles en harmonie avec les besoins de la Côte. Ils pensent qu'en ayant la majorité au conseil du Gouvernement autonome, ils travailleront dans un premier temps en union avec le Gouvernement.

A. Rojas, un des plus importants dirigeants du CUC, pense que Brooklyn Rivera, un des chefs de l'organisation indigène *Yatama* qui a pris les armes, pourrait s'intégrer au CUC s'il revenait au pays, mais il précise que "les responsables du CUC n'accepteront pas que Brooklyn ou d'autres chefs de *Yatama* prennent leur place".

La campagne électorale suit son cours normal dans cette région, avec ses particularismes. Dans la ville de Puerto, il n'y a qu'une radio capable de diffuser l'information sur tout le territoire de 34 000 km<sup>2</sup>. Il n'y a pas de télévision. Selon Ronald Siu, président du conseil électoral régional, la propagande civique est essentiellement faite dans les journaux qui arrivent de la capitale, mais il y a des accords avec les radios d'état. Ainsi la radio locale offre un service d'informations civiques et elle est utilisée pour faire obstacle aux fausses rumeurs que la contre-révolution peut faire circuler.

Une chose est claire: Pour gagner des voix aux élections, les candidats devront se déplacer dans les communautés et dans les groupes ou les partis devront avoir une capacité d'organisation sur le terrain. "Ici le candidat doit se bouger, marcher, dormir dans les communautés, faire un travail maison par maison", déclare un dirigeant local. "C'est ce qui caractérise la campagne électorale dans cette région".

A Puerto Cabezas, actuellement, en plus du Front sandiniste, seul le Parti unioniste d'Amérique centrale (PUCA) est présent.

## Economie

### UN PLAN POUR AUGMENTER LA PRODUCTION DE CAFE

par Ricardo Pino Robles

Managua, octobre (ANN). Des représentants de l'Etat, des coopératives agricoles et des producteurs individuels ont recommandé au Gouvernement d'adopter une série de mesures pour mettre en oeuvre le plan de relance de la culture du café au Nicaragua.

Environ 60.000 personnes travaillent dans le secteur de la production du café qui est le principal produit d'exportation du Nicaragua et, à ce jour, une source irremplaçable de devises. Aussi le Gouvernement envisage-t-il, malgré la chute des prix internationaux, d'améliorer et d'étendre les plantations existantes. 30% de l'ensemble des plantations appartiennent aux petits producteurs, 43% aux moyens producteurs (y compris les coopératives pour les secteurs), 12% à l'Etat et 15% à la grande production privée. Les suggestions présentées par la commission nationale du café, une instance de concertation économique-sociale, comprennent des mesures financières, fiscales, commerciales et technologiques qui devraient encourager les producteurs privés et d'Etat.

Le plan, qui se déroulera sur une période de cinq ans, comprend la remise en exploitation de 11.200 hectares qui avaient été abandonnés à cause de l'agression merce-

naire. En effet, environ 75% des plantations se situent au nord du pays, là où se trouvaient les principales zones de combats et où on estime que pendant la guerre plus de 60 centres de production de café ont été attaqués par les contre-révolutionnaires. Toutefois, depuis que les cinq Présidents centraméricains ont décidé le 7 août dernier, lors de la signature des accords de Tela, de procéder à la démobilisation des contras basés au Honduras, les producteurs de café nicaraguayens ont réagi avec beaucoup d'optimisme face à la perspective du rétablissement économique.

D'après les plans du Gouvernement, le but de la relance de la culture du café est d'augmenter les volumes de production et d'atteindre, en 1993/94, le plus haut niveau de production de l'histoire du Nicaragua qui a été de 64.000 tonnes en 1982/83. A ce jour, la production nationale varie autour de 46.000 tonnes.

A l'issue de la réunion de la commission nationale du café, les 28 et 29 septembre, certains producteurs ont cependant manifesté leur scepticisme à cause de la forte dépression des prix internationaux craignant une baisse de la rentabilité. Toutefois, le directeur de l'entreprise nationale du café (ENCAFE), Armando Jarquin, a expliqué récemment que le Gouvernement maintiendra son programme de relance même si la crise du marché se prolonge un certain temps.

Selon les normes de l'organisation internationale du café (OIC), le café nicaraguayen est considéré de haute qualité et fait partie des plus demandés en Europe et aux Etats-Unis.

### LA LUTTE CONTRE L'INFLATION PORTE SES FRUITS

par Ricardo Pino Robles

Managua, octobre (ANN). Le Gouvernement du Nicaragua a récemment rendu public un rapport officiel qui fait état des bons résultats économiques du plan d'ajustement anti-inflation.

Le vice-président de la République, Sergio Ramirez, a annoncé lors d'une conférence de presse qu'au cours du mois de septembre dernier, le rythme de l'inflation a pu être contenu à 8,8%, ce qui permet de baisser de 4% les taux d'intérêts actifs pour la production agricole et industrielle et d'augmenter les salaires. Ceux des travailleurs de l'éducation seront augmentés de 30 % et les autres travailleurs de l'Etat bénéficieront de 15%. Les taux d'intérêts pour le secteur commercial ont été réduits de 17% à 13%, ceux des grains de base ont été fixés à 8% et le crédit à long terme pour le café et l'élevage a baissé de 7 à 5%.

Le vice-président a expliqué que le faible niveau d'inflation mensuel permettra de réduire les taux passifs mais que, dans le but d'encourager l'épargne, les taux d'intérêt continueront d'être fixés au-dessus du niveau de l'inflation. Bien que l'indice des prix au consommateur (IPC) ait été de 8,8%, Sergio Ramirez a indiqué que le coût du panier de la ménagère a augmenté de 14,6% en septembre.

Rappelons qu'en août l'inflation avait été de 6,6% et en juillet de 8,5%. Cependant, c'est en juin qu'elle avait atteint son plus haut niveau de l'année: 62,2%. S. Ramirez a annoncé que le Gouvernement espère maintenir l'inflation mensuelle en-dessous de 10% d'ici la fin de l'année, ce qui permettrait de démarrer l'an prochain un processus de relance économique, qui commence déjà à se profiler. Dans ce sens, le ministre du plan et du budget, Alejandro Martinez, a renforcé l'idée de la relance en faisant savoir que le Gouvernement est en train d'intensifier ses démarches à l'échelle internationale pour obtenir des ressources externes qui garantiront le succès du plan d'ajustement mis en oeuvre en janvier dernier.

C'est au mois de décembre 1988, alors que le rythme de l'inflation atteignait 126,6%, que le Gouvernement du Nicaragua avait décidé de mettre en application le plan d'ajustement, que le président Daniel Ortega lui-même a qualifié de "plus radical" que ceux pronés par le Fonds monétaire international (FMI).

Comparant la situation économique du Nicaragua avec celles des autres nations de l'Amérique latine, Sergio Ramirez a attiré l'attention sur le fait que dans bon nombre de pays les plans d'ajustement n'ont pas donné les résultats escomptés. De plus il a précisé que dans d'autres pays d'Amérique latine l'application de mesures plus sévères que celles qu'ils avaient adoptées au Nicaragua avait eu un effet inverse, à cause du coût social qu'elles impliquent, et l'inflation continue de sévir dans l'économie de ces nations.

Le vice-président a assuré que le Nicaragua parviendra à relancer sa production et que le pays obtiendra les ressources externes qui garantiront la mise en marche du prochain programme de Gouvernement du Front sandiniste, après les élections du 25 février 1990. Ce programme prévoit une croissance économique de 5% par an et une augmentation significative des exportations.

## Environnement

### "SOS TORTUES"

*repris de Barricada*

Entre octobre et novembre, la Côte pacifique, du rio Escalante (Chacocente, parc naturel protégé) au rio la Flor, devient le lieu de prédilection pour la ponte des tortues "Paslama et Tora". Ces plages idylliques deviennent une immense tombe de sable pour des milliers de tortues, car ici sévit leur ennemi le plus vorace: l'homme.

Les tortues pondent 4 à 6 fois par an, en juillet et en décembre, avec deux semaines particulièrement actives en octobre. Elles déposent chacune des centaines d'oeufs dans plus de 48.000 nids. L'exploitation incontrôlée de cette production met l'espèce en danger. Selon les estimations de la Direction des ressources naturelles et de l'environnement (DIRENA), plus de 3000 personnes envahissent clandestinement les côtes à l'époque de la ponte, soutirant tous les oeufs des tortues à des fins commerciales clandestines et sacrifiant souvent la vie des ponduses.

Il faut utiliser rationnellement les ressources naturelles, c.à.d. dans ce cas, respecter les nids des tortues pour garantir la production des années à venir. Ce qui se pratique actuellement est une tuéirie irrationnelle, qui dessert les intérêts du pays en menaçant cette espèce marine. Normalement quand on laisse la tortue faire son nid en zone sèche, il peut naître jusqu'à 20.000 bébés tortues sur ces côtes.

La tortue affronte aussi les dangers naturels et sur 1000 tortues qui réchappent à la chasse, seulement trois survivent aux dangers de la mer.

Pour protéger les tortues, DIRENA a institué des périodes de fermeture de la chasse entre le 1er octobre et 30 novembre. Les conventions internationales signées par le Nicaragua protègent aussi cette espèce.

Cette année DIRENA sera aidée par l'association des biologistes du Nicaragua, par les étudiants et la police sandiniste.

Si des mesures sévères ne sont pas prises, le Nicaragua pourrait perdre cette ressource alimentaire et contribuer à l'extinction d'une espèce marine.

## Amérique du Sud

### PANAMA: DERRIERE "L'EPOUVANTAIL" NORIEGA, UN ENJEU POLITIQUE ET ECONOMIQUE.

par Roberto Garcia

Managua, 6 octobre (ANN). Avec toute la puissance de leur pouvoir médiatique, les Etats-Unis ont réussi partout à donner l'impression qu'ils ont un problème moral avec le chef des forces de défense du Panama, le général Manuel Antonio Noriega. Forts de l'accusation portée contre ce dernier d'être un trafiquant de drogue, le Gouvernement des Etats-Unis a employé toute son énergie à créer des problèmes militaires, politiques et économiques au Panama, allant jusqu'à fomenter des tentatives de coup d'Etat et des provocations assorties de menaces d'intervention directe.

Mais derrière les alibis moraux se cache une stratégie de l'administration Bush, en droite ligne de celle de Reagan, visant à nier les traités Torrijos-Carter et à garder le canal de Panama.

Une fois de plus, les Etats-Unis se mettent en contradiction en attaquant Noriega alors qu'ils se sont servis du trafic de drogue pour armer la Contra et alors qu'ils ferment les yeux sur les menées des officiers honduriens et de l'administration costaricaine, liés de manière certaine au même trafic. Comme pour les droits de l'homme et la démocratie, les grands principes des Etats-Unis ne servent que ses intérêts...

La stratégie nord-américaine pour ne pas rendre le canal a connu plusieurs phases avant d'en arriver à l'agressivité actuelle, depuis la signature en 1977 du traité Torrijos - Carter prévoyant la restitution du canal et la fin de toute présence militaire étatsunienne en l'an 2000.

En 1981, l'arrivée de Reagan au pouvoir a marqué l'élan d'une politique extérieure de domination s'appuyant sur la force militaire: Tel était l'axe des relations entre les Etats-Unis et le camp socialiste, ainsi qu'avec le reste du monde.

Mais le problème ne se limite pas au canal en lui-même.

En effet, selon les experts, cette voie interocéanique a vieilli, elle est dans un état de détérioration avancée et il serait coûteux de la réparer.

Les Etats-Unis ne veulent pas perdre leurs bases militaires au Panama ni la possibilité d'intervenir militairement en Amérique centrale, aux Caraïbes et en Amérique latine.

Il est donc clair que les manoeuvres du Gouvernement des Etats-Unis n'ont rien à voir avec la personnalité et

les fonctions du général Noriega. Les Etats-Unis ont commencé leurs manoeuvres au Panama en 1981 lorsque le congrès a approuvé la loi Murphy (loi 96,70) qui permet aux Etats-Unis d'appliquer le traité Torrijos-Carter selon ses propres critères.

Lorsque Noriega prend la direction des forces armées du Panama en 1983, le traité avait été amendé plus de 50 fois, unilatéralement et en faveur des Etats-Unis. La première action de Noriega devenu chef des forces armées a été de dénoncer la présence illégale des commandos dans la zone du canal et la violation du traité Torrijos-Carter.

Noriega n'a pas accepté que le Panama soit la tête de pont des Etats-Unis pour l'agression contre le Nicaragua.

En 1985, il a refusé de sortir du groupe Contadora et d'assurer une formation et une aide logistique à la Contra nicaraguayenne, comme le proposait le vice-amiral Poindexter (alors à la tête du conseil national de sécurité).

En refusant de se plier aux désirs de l'administration Reagan, Noriega est passé dans le camp des ennemis des Etats-Unis et malgré l'aide militaire du Panama dans la lutte contre le trafic de drogue (qui lui a valu une reconnaissance particulière), les Etats-Unis ont tenté d'évincer Noriega du pouvoir.

En 1986 l'AID (Aide internationale au développement) suspend l'aide au Panama et en juin 1987 commence le scénario bien connu des pressions économiques, politiques et militaires.

L'administration Reagan-Bush ne veut pas seulement enlever le pouvoir à Noriega mais liquider ceux qui l'appuient et surtout réduire le pouvoir de la FDP (forces de défense du Panama), et installer un Gouvernement "civil" dont le siège serait à Washington.

### GUATEMALA: LE COMLOT TERRORISTE

par Raul Marin, repris de *pensamiento propio*

Guatemala, octobre 1989. Une série d'attentats et d'assassinats terroristes s'est déclenchée fin juillet au Guatemala, contribuant à déstabiliser le Gouvernement de Vinicio Cerezo. Cette vague terroriste a profité du climat d'agitation sociale lié à la grève des enseignants et de la fonction publique pour semer la panique dans les rues de la capitale guatemaltèque et pour assassiner plusieurs personnages-clés du processus de "stabilisation nationale" impulsé par le ministre de la défense.

Le Gouvernement a accusé l'extrême-droite d'être à

l'origine de ces crimes, mais plusieurs observateurs politiques et médias désignent comme principaux suspects les groupes putschistes qui ont échoué le 11 mai dernier. En tout cas, la vague de violence vise maintenant les dirigeants des luttes populaires.

La promesse non tenue par V. Cerezo d'augmenter les salaires des enseignants a provoqué le plus grave conflit social auquel a été confronté jusque-là le Gouvernement démocrate-chrétien. 50.000 enseignants en grève ont été rapidement soutenus par 6000 travailleurs des postes et télégraphes, 4000 des travaux publics, 12.000 du ministère de l'agriculture et 5000 des finances, tous en grève.

Ce mouvement a surpris le Gouvernement, après trois années de gestion tranquille sans grave problèmes sociaux.

C'est pour cette raison que dès le premier mois de grève des enseignants, V. Cerezo a opté pour une stratégie d'usure du mouvement revendicatif. Il a appelé au dialogue, exigeant que les grévistes renoncent au préalable à leurs moyens de pression, puis il est arrivé à la table de négociation sans aucune proposition pour débloquer le conflit. Ce jeu politique s'est heurté alors à la fermeté du mouvement.

Malgré la faiblesse des structures syndicales, le mouvement des enseignants a bénéficié d'un fort soutien des travailleurs et de la population, et la tactique gouvernementale n'a servi qu'à le radicaliser. Le centre de la capitale a été jour après jour le théâtre des manifestations des fonctionnaires qui, devant l'intransigeance du Gouvernement se sont lancés dans des actions plus audacieuses, telles que la prise du parlement ou l'occupation du palais national.

C'est en pleine tension qu'un attentat à la dynamite s'est produit contre les installations d'une chaîne télévisée causant la mort d'un travailleur. C'était le premier signe. Les jours suivants, l'explosion en chaîne de grenades dans des centres commerciaux ou des quartiers ont commencé à semer terreur et insécurité. Le ministre Roberto Valle Valdigan a alors déclaré à la presse que ces attentats étaient le fait de "l'extrême-droite tentant d'échapper à sa disparition de la scène politique". Il en a profité pour lancer un appel aux enseignants, affirmant que leur grève avait "créé un climat propice et ouvert les portes aux actes de terrorisme".

Le quotidien *prensa libre* a suggéré qu'il s'agissait là d'un terrorisme "bien spécial, destiné à ébranler le système nerveux de la population dans un but inconnu pour le moment.

L'article concluait: "On pourrait penser qu'il s'agit d'une guerre psychologique propre à créer une ambiance propice à un coup d'Etat."

## LE CRIME POLITIQUE

Le lendemain de la parution de cet article, Danilo Barillas, un des hommes politiques les plus prestigieux du pays, était assassiné.

Il était considéré comme un des plus aptes à gérer les relations envers l'armée et le Gouvernement dans la nouvelle étape de démocratie formelle guatémaltèque. Son assassinat a été un coup indirect aux courants de l'armée qui cherchent à se rapprocher de la ligne politique actuelle. Cet assassinat a été, de manière évidente, un travail de professionnel. Il a été commenté par le quotidien *la hora*: "L'assassinat commis aujourd'hui nous confronte de manière brutale à une triste réalité: Notre fragile ouverture politique constitue le plus grand défi posé à notre Gouvernement. Même les tentatives de coup d'Etat ont été moins graves que cet attentat, en termes de consolidation du processus démocratique. Nous vivons une situation extrêmement difficile et les choses se compliquent à l'accélération". La machine mise en marche le 19 juillet avait gravi un échelon de plus.

## ET LE TERRORISME D'ETAT

Pendant ce temps, la grève des enseignants, engagée dans une voie sans issue, est arrivée à un stade d'affrontement majeur. L'hebdomadaire *7 dias* commente ainsi les événements: "Deux mois de conflit non résolu ont permis cette décomposition de la situation".

Aujourd'hui, personne ne peut savoir vraiment qui est derrière les attentats terroristes. Le passage d'une camionnette d'où sont lancées des grenades n'importe où dans la ville, à la tombée de la nuit, est devenu routine. Le ton s'est durci entre les grévistes et le Gouvernement, les affrontements sont violents. Les actes terroristes commencent à viser les secteurs en lutte.

Certains enseignants sont menacés et doivent quitter le pays, d'autres sont assassinés. Des bombes explosent au siège d'organismes humanitaires, tels que les brigades internationales de paix et le groupe d'appui mutuel. De nombreux journalistes sont menacés et obligés de quitter le pays, huit dirigeants étudiants sont séquestrés.

"Nous imposons notre autorité sans recourir à la répression", affirme le ministre de la défense au sujet du conflit des enseignants. Mais les accusations contre l'extrême-droite comme auteur des attentats ne convainquent personne. L'ancien chef de garde d'hacienda, Oscar Diaz Uquizu, qui a été détenu et accusé de diriger un groupe pratiquant les séquestrations est actuellement chef de sécurité du président Cerezo. Les limites entre le terrorisme incontrôlé et le terrorisme planifié par la sécurité d'Etat sont floues. Le harcèlement des organisations populaires, syndicales et humanitaires, en particulier en zones rurales, se déchaîne maintenant avec brutalité dans la capitale. La répression a miné le conflit des ensei-

nants qui a perdu ses appuis. Maintenant, séquestrations et assassinats politiques sont aussi fréquents que les attentats terroristes.

Une violence aveugle? Rolando Castillo, président de la banque industrielle, à la tête d'une des familles les plus riches du Guatemala, est assassiné le 25 août. Ceux qui l'ont criblé de balles ont agi avec autant de professionnalisme que ceux qui avaient tué D. Barillas une semaine avant. Bien que les informations officielles présentent ce crime comme l'oeuvre d'un "détraqué", tout le monde sait que R. Castillo a fondé et financé le centre d'études stratégiques pour la stabilité nationale, une institution de l'armée créé pour favoriser le rapprochement entre militaires et politiques dans le processus de transition démocratique.

Ce nouveau crime porte la tension à un point limité. "Il est évident, constate le quotidien *prensa libre*, qu'il y a un plan de stabilisation non seulement contre le régime mais contre la population, de façon à l'amener à penser que la démocratie n'est pas la bonne voie et à appuyer des positions putschistes". Le même article conclut: "En dernière instance, le responsable de la mort de R. Castillo est le Gouvernement qui a permis qu'un ensemble de conflits dégénère en chaos général. Le Guatemala est un pays où la violence aveugle est à l'ordre du jour".

Mais la violence ne semble pas si aveugle que ne le dit l'auteur de cet article. Elle vise des personnages importants pour le rapprochement entre l'armée et les secteurs politiques modérés, appuyant le processus de transition démocratique. La nomination du général Molina Bedyoya, connu comme un militaire libéral au ministère de la défense a mis en sourdine les prétentions au pouvoir des officiers proches de l'extrême-droite. Mais la presse a clairement perçu et exprimé que la vague d'attentats et d'assassinats pourrait favoriser un climat de rejet du Gouvernement civil et l'appel à un "régime fort". Les secteurs politiques et journalistiques qui défendent en toute impunité les thèses putschistes n'ont pas été longs à protester contre le "vide de pouvoir" et à exiger la démission du Gouvernement. Comme dans un roman policier, la tension dramatique monte, poussant vers une issue politique qui, il y a quelques mois, avait échoué.

L'union révolutionnaire guatemaltèque, dans un communiqué public émis à l'occasion de la réunion de Tela des Présidents centraméricains, a averti que "le Guatemala se trouve à un carrefour crucial, le Gouvernement et les forces qui le soutiennent n'ont plus de projet. Le danger principal est maintenant que la cohésion institutionnelle se perde et qu'un virage à droite s'opère soutenu par certains secteurs de l'oligarchie et réunifiant l'armée sur une ligne contre-insurrectionnelle. Les faits, les mesures, et les projets actuels vont dans le sens d'une militarisation de la société", a conclu la Guerilla.

## DES MERCENAIRES EN COLOMBIE

par Fransisco Gonzalez

**Managua, 3 octobre (ANN).** Un parlementaire colombien a accusé le Président des Etats-Unis d'être intervenu directement dans les affaires intérieures de la Colombie par l'envoi de mercenaires israéliens, allemands et anglais.

Au cours d'une entrevue avec l'ANN, Hernan Motta, député de l'Union patriotique (UP) a dénoncé l'ingérence des Etats-Unis dans la vie politique colombienne sous prétexte de faire la guerre aux trafiquants de drogue. Les Etats-Unis ont envoyé ces dernières semaines un important chargement de matériel de combat ainsi que des techniciens et des conseillers militaires.

Cette "aide" se produit au moment où augmentent les menaces d'intervention directe des Etats-Unis contre le Panama et alors que le dialogue national colombien progresse vers une solution politique au conflit armé dans ce pays.

H.Motta a insisté sur la présence de "mercenaires de nationalité israélienne, étatsunienne, anglaise et allemande (RFA). Ces mercenaires sont intervenus en tant qu'instructeurs et entraîneurs de groupes para-militaires avec la complicité de l'armée, tant colombiennes qu'israéliennes".

"Nous nous adressons à l'opinion démocratique internationale", a-t-il ajouté, "pour dénoncer cette ingérence des Etats-Unis et d'Israel, ce dernier agissant comme le fer de lance de l'imperialisme en Amérique latine". Le parlementaire colombien a rappelé certains précédents de "l'aide" israélienne: "On sait par exemple que des mercenaires isareliens entraînent et instruisent, au Guatemala, des groupes para-militaires. Le gouvernement anglais a, de son côté, annoncé l'envoi de certains équipements pour contrôler les eaux territoriales colombiennes, ce qui a suscité une protestation de la part de certains secteurs démocratiques de la société anglaise", a poursuivi H.Motta.

Le *Washington Post* lui-même ainsi que de larges secteurs de l'opinion publique étatsunienne ont dénoncé le fait que le matériel de guerre envoyé en Colombie est totalement inadéquat à la lutte contre le trafic de drogue mais par contre très adapté à des opérations anti-guerilla.

Le parlementaire colombien a décrit ainsi la situation vécue par son pays: "Des dirigeants du Mouvement populaire et démocratique, du Mouvement syndical, des artistes, des prêtres, des juges et en particulier des membres de l'UP ont été assassinés. En quatre ans d'existence, cette organisation a vu assassiner environ un millier de

ses dirigeants. C'est ce qu'on appelle *la guerre sale* dans laquelle est impliquée une partie des forces armées avec l'appui de grands propriétaires terriens et d'éleveurs.

Jusqu'à l'assassinat du sénateur Luis Carlos Galan Sarmiento, candidat du Parti libéral au pouvoir pour les élections présidentielles, le Gouvernement n'avait adopté aucune mesure efficace contre cette *guerre sale* et contre le trafic de drogue, pas plus que les Etats-Unis d'ailleurs.

"Aujourd'hui", a poursuivi H.Motta, "l'administration Bush suit le programme contenu dans le document de Santa Fe II avec les conflits de faible intensité et l'application de la "doctrine de sécurité" en Colombie. C'est le moment choisi par les Etats-Unis pour envoyer des instructeurs, des techniciens et des équipements pour soi-disant combattre le trafic de drogue. Cette présence militaire en Colombie met en évidence la stratégie états-unienne de renforcement de ses positions en Amérique latine", résume le parlementaire de l'UP.

"C'est l'ancien ambassadeur des Etats-Unis en Colombie, Lewis Tambs, qui a inventé l'expression "narco-guerilla" afin d'essayer d'associer le mouvement de guérilla au trafic de drogue. Le même Lewis Tambs a été déclaré "persona non-grata" par l'Assemblée législative du Costa Rica où il était ambassadeur avec l'interdiction de séjour sur le territoire, de même que le colonel étatsunien Oliver North: Tous deux étaient impliqués dans le trafic de drogue pour financer la Contra nicaraguayenne".

Avec 14 députés, l'UP constitue la troisième force politique colombienne, après le Parti libéral au pouvoir et le Parti conservateur. H.Motta a ajouté que 75% des actes considérés comme terroristes perpétrés dans le monde se produisent en Colombie, selon un rapport élaboré en Israël.

Jusqu'à-là, pas un seul des assassinats de militants de l'UP n'a été puni, leurs auteurs n'ayant pas été "découverts"...

## En Bref

### LE MINISTRE SOVIETIQUE DES AFFAIRES EXTERIEURES A MANAGUA

Managua, 5 octobre (ANN). La visite du ministre soviétique des affaires extérieures, Eduard Shaverdhadze au Nicaragua vient renforcer le plan de paix centraméricain, selon Daniel Ortega qui a commenté cet événement au cours d'une rencontre avec les habitants du département de Masaya.

Le Président nicaraguayen a signalé que le ministre soviétique était arrivé au Nicaragua après s'être entretenu

avec divers dirigeants des Etats-Unis, entre autres le président George Bush qui a reconnu la défaite de la politique d'agression. "Lors de la rencontre entre le ministre soviétique et les dirigeants des Etats-Unis, ceux-ci ont eu une attitude nouvelle. Ils commencent à accepter l'échec de leur politique et ne peuvent plus le nier", a dit D. Ortega. Mais comme il l'a fait remarquer, les Etats-Unis continuent à financer la Contra appuyée par des partis de droite, en totale violation des accords nationaux et centraméricains.

Le Nicaragua et l'Union soviétique ont convenu d'une suspension "pour une période encore indéterminée" des livraisons d'armes au Nicaragua, afin de créer les conditions les plus favorables au plan de paix. Les deux dirigeants se sont déclarés "disposés à suspendre jusqu'en février l'entrée de munitions et d'armement léger si la Contra met totalement fin à ses actions contre le peuple, c'est-à-dire si les Etats-Unis cessent la guerre". Mais tant qu'il n'a pas été mis définitivement fin à l'agression, le Nicaragua "se réserve le droit de recevoir ces munitions et cet armement léger nécessaire à la défense". D. Ortega a affirmé la légalité de cette position, le droit du Nicaragua de s'armer pour se défendre et que "chaque livraison d'armes serait annoncé publiquement".

L'union soviétique a exprimé sa volonté de maintenir son appui économique au Nicaragua.

### FLASH-ELECTIONS...

Intimidations, propagande musclée jusque dans les bureaux d'inscription des électeurs et assassinats de paysans font partie des moyens de pression de l'UNO et de la Contra pour entraver le processus électoral: Une plainte sera déposée par la direction nationale du FSLN devant le Conseil suprême électoral (CSE) et les observateurs de l'ONU et de l'OEA.

**Impressum**

L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. *ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA*, case postale 236, CH-8042 Zurich. Telex (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: Geo-Mail NET2:ANN-EUROPA

**ANN Intern**

Tous ceux qui sont convaincus que le Nicaragua a besoin et le droit d'avoir sa propre voix, contribuent au fonds de solidarité de l'ANN! Il y en a déjà parmi les gens de la solidarité qui versent chaque mois une somme pour garantir la survie de l'ANN. Nous serons heureux de vous inscrire dans les listes du fonds de solidarité!

**SERVICE**

ANN offre: **Affiche en couleur 10 ans de solidarité internationale** format 60/84. Prix (incl. frais d'expédition): sFr.10.-/Ffrs.40.-

**ATTENTION: L'écriture est en allemand!**

Votre paiement (versement postal ou cheque) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Europe, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

**La montre-bracelet 10 años Nicaragua libre** est enfin à disposition! Prix de solidarité: FF 250/frs. 65.- plus frais d'expédition frs.4.50. Votre paiement (par chèque postal ou bancaire) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Suisse, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

**Livres du Nicaragua** L'ANN en collaboration avec *l'édition Nahua* à Wuppertal en Allemagne et la *librería el Cóndor* à Zurich dispose des livres nicaraguayens. La *librería el Cóndor* se charge de l'expédition. Pour vos commandes, adressez-vous à: *Librería El Cóndor*, Obere Zäune 18, Postfach 369, 8024 Zurich.

**Calendrier**

Si vous organisez une fête de solidarité, une réunion, un congrès, etc., vous pouvez l'annoncer dans notre bulletin hebdomadaire! Il n'y a pas de mieux pour informer un public intéressé en Europe, soit en France, la Belgique, la Suisse, la RFA et Autriche!

Les conditions: Il faut nous le faire savoir le plus tôt possible. Comme contribution aux frais de ce service, nous vous demandons de vendre notre matériel à l'occasion de votre réunion. Nous vous enverrons alors un ou plusieurs paquets qui contiendront des bulletins, des cartes postales, des affiches et des prospectus pour le prix unique de frs 65.-, ffs 240.- (pas de commission, des prix de vente fixes.)

**Dublin: Réunion de la solidarité européenne** Du 13 au 15 octobre. Participants: Martin Lucia Cuadra, secrétaire général du CNASP; Lester Mejia Solis, premier secrétaire de l'ambassade du Nicaragua à Bruxelles; Trevor Evans, économiste et membre de l'association des économistes socialistes.

**SERVICE "ELECTIONS" DE L'ANN**

Si vous êtes intéressés à des informations spécialisées sur le thème "Elections" en langue espagnole, allemande et nouveau: en français, vous pouvez vous abonner à des paquets de 30 articles spécifiques livrés directement sur votre télex, mailbox ou téléfax.

Prix par paquet:

- télécopie sfrs. 255.--
- télex sfrs. 480.--
- mailbox sfrs. 195.--

JA/PP  
8042 Zurich

abonnement - poste  
imprimé à taxe réduite